

Vie scientifique

Dossier Adaptation aux changements climatiques★

« Changements climatiques : l'adaptation à l'ordre du jour »

Compte rendu de journées (Paris, 7-8 octobre 2008)

Hélène Gallezot¹, Amélie Kalanquin¹, Bertrand Morandi¹, Hervé Brédif²

¹ Étudiants du Master 1 Environnement, UFR de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut de géographie, 191 rue Saint-Jacques, 75231 Paris cedex 05, France

² Agronome et géographe, chercheur au Ladyss (CNRS, UMR 7533), responsable du Master 1 Environnement, UFR de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut de géographie, 191 rue Saint-Jacques, 75231 Paris cedex 05, France

Introduction

Pour l'édition 2008 de ses « Journées », l'association NSS-Dialogues a organisé pendant deux jours un colloque sur le thème « Changements climatiques : l'adaptation à l'ordre du jour ». La communauté scientifique opère ainsi un retour sur plusieurs décennies de politiques publiques visant à atténuer l'impact des sociétés humaines sur le climat. Alors que les signes probants d'un changement climatique s'accumulent, les mesures d'atténuation ne semblent pas suffisantes ; la question de l'adaptation des sociétés humaines à ces changements se pose donc avec une acuité particulière¹. Comment les sociétés vont-elles pouvoir répondre aux contraintes nées du changement climatique ? Quelles stratégies pourront-elles développer afin d'en diminuer les dommages ? Et quel rôle la communauté scientifique doit-elle jouer en la matière ?

L'adaptation réclame une approche pluridisciplinaire, car elle associe étroitement politiques publiques, innovations technologiques et changements de comportements. Ces journées entendaient répondre à ce besoin en faisant dialoguer les plus grands spécialistes français de la question. Se sont ainsi succédé exposés de chercheurs, échanges avec la salle et tables rondes.

Auteur correspondant : H. Brédif, hbredif@univ-paris1.fr

* Cf. dans ce numéro, la présentation par la Rédaction du dossier « Adaptation aux changements climatiques ».

¹ Qui plus est à l'heure de la crise financière et de la remise en cause du modèle socioéconomique dominant.

Le texte qui suit est issu du travail de quarante étudiants de Master qui ont assisté à ce colloque avec pour objectif pédagogique d'analyser les principaux points d'accord et de discussion entre chercheurs. Il synthétise l'essentiel de ces journées : les débats autour du concept d'adaptation, puis les discussions sur les difficultés pratiques de sa mise en œuvre, enfin la remise en question des modèles de développement.

De l'adaptation aux adaptations

Un concept promis à un bel avenir

L'émergence du concept d'adaptation résulte du constat que la capacité des stratégies d'atténuation à réduire l'impact des activités humaines sur le climat s'avère limitée. La constante augmentation des émissions de gaz à effet de serre oblige donc à décentrer le débat pour s'intéresser aux possibilités de résilience des sociétés humaines. L'adaptation se donne pour projet de préparer les sociétés à surmonter au mieux les conséquences multiples des bouleversements climatiques attendus. Si tous les intervenants du colloque ont semblé s'accorder sur ces grands éléments de définition, des différences de point de vue se sont néanmoins révélées. Ainsi, certains considèrent que l'adaptation n'est pas forcément la solution : « Plus on s'adapte à un environnement qui se dégrade, plus on risque d'accélérer le processus de dégradation », estime, par exemple, Olivier Godard². Au demeurant,

² Économiste, CNRS, École polytechnique, Paris.

même les chercheurs les plus convaincus de la nécessité de stratégies d'adaptation conviennent qu'il serait dangereux de reléguer au second plan, voire d'abandonner totalement, la voie de l'atténuation. C'est pourquoi quelques voix ont plaidé en faveur d'une fusion entre les deux concepts, en proposant de recourir au vocable d'« acclimatation » (Martine Tabeaud³).

Pluralité des approches

La succession des exposés a permis de constater que les manières d'aborder le concept varient sensiblement selon les disciplines. Les approches modélisatrices, mises en œuvre notamment par les climatologues, envisagent plusieurs scénarios de changements climatiques (Hervé Le Treut⁴) qui servent de socle à la réflexion des autres disciplines. Les approches pragmatiques et économiques (Jean-Pierre Tabet⁵, Stéphane Hallegat⁶, Roland Nussbaum⁷) s'appuient sur ces modèles pour élaborer différentes stratégies d'actions envisageables. D'autres disciplines, telles que les sciences du vivant, abordent l'adaptation par un biais comparatif entre les écosystèmes et les sociétés humaines (Henri Décamps⁸) ou par un biais physiologique en réfléchissant à l'adaptation des organismes (Anne-Marie Moulin⁹). Enfin, les approches sociologique (Michelle Dobré¹⁰) et ethnologique (Marie Roué¹¹), et plus largement les sciences humaines, analysent la notion d'un point de vue proprement anthropique, en s'intéressant avant tout à la manière dont les sociétés acceptent, subissent ou s'approprient les changements auxquels elles sont confrontées. L'adaptation, au singulier dans le titre du colloque, aurait donc mérité un pluriel.

En outre, derrière l'accord général sur l'intérêt du concept, des différences d'appréciation sont apparues quant à la gravité du changement climatique. Les chercheurs ont ainsi débattu de la connotation positive ou négative de la notion d'adaptation. Beaucoup s'accordent à dire que le discours médiatique actuel est alarmiste

et tend à mettre l'accent sur les dangers liés au changement climatique (risques, accentuation des vulnérabilités...). Or, agiter de la sorte le spectre de la fin du monde pourrait finalement se révéler contre-productif et démobilisateur. Le risque de tout subordonner à l'enjeu climatique, c'est-à-dire d'en faire un surdéterminant absolu, a, de surcroît, été dénoncé par plusieurs intervenants qui ont proposé un nouvel énoncé du problème : « ne plus "lutter contre" mais "vivre avec" » (M. Tabeaud). Cette nouvelle perspective paraît d'autant plus féconde qu'aux yeux des chercheurs, le changement climatique apparaît davantage comme un « métarisque », un facteur aggravant de risques déjà existants (Corinne Larrue et François Bertrand¹²). Dès lors, il n'y aurait pas ou peu de risques inédits pour les territoires, l'adaptation apparaissant comme une démarche moins insurmontable que le discours catastrophiste ne le laisse entendre. Enfin, certains chercheurs ont mis en garde contre la prédominance actuelle de la question du changement climatique, qui tend à éclipser d'autres problèmes, non moins importants, comme la question démographique.

Difficultés dans la traduction pratique de l'adaptation

Comment mobiliser sans manipuler ?

Un des axes majeurs du colloque a été d'interroger les rapports entre monde de la recherche, société et sphère politique. Certains intervenants réfléchissent aux moyens les plus appropriés pour transmettre des savoirs scientifiques au grand public et aux décideurs (Amy Dahan¹³), considérant que l'un des principaux enjeux consiste à faire accepter de nouvelles pratiques sociales et culturelles.

Quant à la façon de sensibiliser le public, deux ordres de réponse ont émergé des débats. La mobilisation par les médias, s'appuyant sur des images motrices, voire violentes, permettrait de créer un imaginaire collectif (Lucien Sfez¹⁴); mais faut-il vraiment avoir recours au registre du pathos et attendre une catastrophe particulièrement morbide, afin de mobiliser l'opinion publique et les décideurs? Une autre approche supposerait de faire valoir avant tout l'intérêt financier des parties prenantes : investir aujourd'hui pour économiser demain. À cet égard, il conviendrait notamment d'approfondir la voie des outils d'évaluation. L'analyse coût-bénéfice (S. Hallegat) demeure, pour certains participants, un outil riche de promesses. Quant à la mise en œuvre du principe de précaution, elle est plutôt présentée comme une solution intermédiaire.

¹² Aménagistes, Université François-Rabelais, Tours.

¹³ Historienne et sociologue des sciences, CNRS, Centre Alexandre Koyré, Paris.

¹⁴ Politiste, Université Paris 1.

³ Géographe, Université Paris 1, CNRS.

⁴ Climatologue, CNRS, Institut Pierre-Simon Laplace, Paris.

⁵ Économiste, Ademe, Paris.

⁶ Économiste, Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (Cired) / Météo-France, Nogent-sur-Marne.

⁷ Directeur de l'association Mission des sociétés d'assurance pour la connaissance et la prévention des risques naturels (MRN), Paris.

⁸ Écologue, CNRS, Laboratoire d'écologie fonctionnelle, Toulouse.

⁹ Philosophe et médecin, Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales, Le Caire.

¹⁰ Sociologue, Université de Caen.

¹¹ Anthropologue, CNRS, Muséum national d'histoire naturelle, Paris.

Articuler échelles temporelles, spatiales et organisationnelles

L'application du principe de précaution peut être d'autant plus justifiée que les prévisions restent incertaines quant aux modalités et aux temporalités du changement climatique. Pour les experts, il s'agit en effet d'un « phénomène d'une vitesse sans précédent » (H. Le Treut). Aussi, les intervenants du colloque s'interrogent-ils sur la capacité des parties prenantes à suivre le rythme imposé par ces changements. Un jeu complexe se met en place entre un état de référence passé, sur lequel se fonde le principe d'atténuation, une nécessaire action au présent et une anticipation des modifications à venir (Didier Pont¹⁵ et Gabrielle Bouleau¹⁶). Cette difficulté d'articulation se retrouve à un niveau plus pratique quand il s'agit de mettre en place des programmes de recherche aux temporalités définies et restreintes (Éric Vindimian¹⁷).

Des problèmes du même ordre apparaissent entre échelles de responsabilité et d'action. Une des conférences s'est justement employée à mettre en évidence « l'inadaptation des fonds d'adaptation » (Béatrice Quenault¹⁸). Les stratégies définies à l'échelle globale, si elles peuvent fonctionner pour l'atténuation, se heurtent à la pluralité des situations et des choix politiques locaux lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre l'adaptation. Si une solidarité globale est nécessaire, elle ne peut faire l'économie d'une action locale (M. Tabcaud). Pour de nombreux intervenants, l'efficacité des modes d'adaptation à l'échelle locale s'avère indiscutable, mais la nécessité de réfléchir à des structures d'encadrement global a aussi été affirmée. Le changement climatique renvoie finalement à des questions de géopolitique : il est potentiellement générateur de tensions et de conflits entre les territoires (B. Quenault). Un arbitrage international de ces questions est-il envisageable ?

Les difficultés rencontrées sur le plan politique s'expliquent également par le fait que les fondements mêmes de la connaissance sur le changement climatique sont confrontés à des problèmes d'échelles. C'est précisément aux échelles régionale et locale – où les modèles climatiques sont les plus imprécis (H. Le Treut) – que l'adaptation doit être mise en place. Tous les territoires n'exprimeront pas la même sensibilité aux variations du climat (A. Dahan) ; J.-P. Tabet a rappelé que certains pourraient bénéficier des changements climatiques en cours. L'importance de la prise en compte de cette vulnérabilité différentielle a été soulignée à plusieurs reprises, que ce soit climatiquement, économiquement ou socialement.

L'adaptation, signe de l'échec des modèles de développement actuels

Malgré les difficultés évoquées ci-dessus dans la mise en œuvre de l'adaptation, sa complémentarité avec l'atténuation semble s'imposer. L'intérêt de ces journées n'en était que plus manifeste, alors que prédominent les stratégies d'atténuation dans les actions jusqu'ici engagées. Si les débats se sont finalement orientés sur des questions plus idéologiques, philosophiques, politiques..., c'est que la réussite de ces deux types de stratégies nécessite plus fondamentalement une remise en question des modèles de développement actuels. Comme l'a rappelé un intervenant, en évoquant les États-Unis, « la richesse ne fait pas l'adaptation » : une grande partie du problème consiste en vérité à faire adhérer les individus à un nouveau modèle de société.

Selon plusieurs chercheurs, il ne s'agit pas moins que de reposer la question de la relation entre les êtres humains et leur milieu. Le rapport de domination qui prévalait depuis la révolution industrielle ne va plus de soi. Les sociétés seraient à nouveau attentives et soumises aux exigences de la nature. En atteste le refus unanime de faire aveuglément confiance aux seules innovations technologiques (A. Dahan ; O. Godard). De même, certains orateurs ont tout particulièrement dénoncé les dangers d'un système qui ne serait régulé que par les lois du marché. Le contexte de la crise financière a ainsi favorisé les discussions remettant en cause le modèle économique libéral (O. Godard). Au-delà de la question du climat, c'est donc le fonctionnement même des sociétés qui serait à reconsidérer.

En outre, si les participants, dans leur majorité, ont plaidé pour une refonte des modèles de développement en vigueur, aucune alternative crédible à ces derniers n'a véritablement été exposée. En fait, les chercheurs laissent aux différentes sociétés le soin de définir elles-mêmes les voies d'avenir qu'elles souhaitent emprunter (Pierre Radanne¹⁹). Ils en brossent cependant une caractéristique, la mise en place de structures et de fonctionnements politiques, sociaux et économiques respectueux d'une certaine éthique (Claude Millier²⁰ ; É. Vindimian).

Notons enfin que si le modèle libéral a été vivement mis en cause au cours de ces deux journées, la majorité des intervenants s'est élevée contre l'extrême inverse qui prône un changement radical des structures économiques et sociales. La théorie de la décroissance, qui s'est particulièrement démarquée lors des débats, rejette le principe même du développement (Serge Latouche²¹). Au-delà de l'adaptation, cette pensée préconise en effet d'aller jusqu'à la révolution socioéconomique.

¹⁵ Hydrobiologiste, Cemagref, Antony.

¹⁶ Sociopolitologue, Cemagref, Montpellier.

¹⁷ Directeur régional du Cemagref de Montpellier.

¹⁸ Économiste de l'environnement, Université Rennes 2.

¹⁹ Président de l'association 4D.

²⁰ Président de NSS-Dialogues.

²¹ Économiste, Université Paris 11.

Le développement durable : un cadre favorable à l'adaptation ?

L'alerte climatique pourrait ainsi renouveler le débat sur le développement durable (A. Dahan), qui demeure très vif. Malgré la multiplicité des définitions qui en sont données, le recours à ce concept semble cependant commode pour réfléchir à de nouvelles stratégies d'adaptation, en raison de son cadre suffisamment large. Ses trois piliers fondamentaux sont d'ailleurs propices au dialogue interdisciplinaire. Certains intervenants ont cependant mis en garde contre une monopolisation du débat sur le développement durable par la question climatique. On peut tout de même s'interroger : si la notion de développement durable est aussi bien acceptée, n'est-ce pas en réaction à d'autres alternatives plus radicales qu'en vertu d'un véritable consensus ?

Un risque non négligeable de dérive antidémocratique

La mise en place de stratégies globales d'adaptation reste problématique pour quelques-uns des chercheurs présents, qui n'hésitent pas à les désigner comme potentiellement dangereuses à plus d'un titre. Au nom d'un « impératif écologique », la mise en œuvre de certaines de ces stratégies pourrait faire fi des oppositions et des débats, sous prétexte de retarder le passage à l'action. Quand plusieurs participants ont critiqué l'inefficacité du fonctionnement des institutions démocratiques, des membres de l'assemblée ont d'ailleurs vivement manifesté leur désapprobation. Pour la majorité des intervenants, aucun problème, quel qu'il soit, ne doit amener à remettre en question les principes fondamentaux de démocratie et de liberté des individus et des sociétés.

Conclusion

Ces deux journées ont permis de mettre en évidence les principaux points d'achoppement qui demeurent

aujourd'hui autour de la question de l'adaptation, un concept prometteur autour duquel la réflexion commence à peine, alors que la nécessité d'agir se fait pressante.

De notre point de vue d'étudiants, il a été intéressant d'observer comment pouvaient fonctionner la communication, le dialogue et la coopération entre différentes disciplines qui ne sont pas toujours encouragées à travailler conjointement, et comment les chercheurs mobilisent des connaissances qui ne sont pas propres à leur domaine de recherche pour alimenter leur réflexion.

Les débats auraient sans doute gagné à intégrer d'autres champs de recherche des sciences humaines, comme la psychologie, l'histoire, les sciences politiques ou la philosophie. C'est cette voie plurielle que quelques-uns voudraient voir privilégiée, afin de développer des programmes de recherche ouverts et internationaux. En même temps, on peut s'interroger sur l'aboutissement d'une telle démarche : la perméabilité entre certains champs disciplinaires ne va pas de soi malgré les efforts de communication et d'échange qui ont eu lieu.

En tant qu'étudiants, nous avons apprécié que les exposés, en dépit des contraintes de temps, aient réussi à exprimer de manière simple et abordable des questions scientifiques très spécialisées, permettant ainsi un véritable dialogue avec l'auditoire. On peut néanmoins regretter la brièveté des tables rondes qui n'ont pas véritablement pu jouer leur rôle.

Le synopsis et le programme détaillé de ces journées sont disponibles sur le site de l'association NSS-Dialogues (<http://netx.u-paris10.fr/nss> [une association ; vie de l'association ; journées 2008]).

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier vivement toute l'équipe des journées de NSS-Dialogues pour leur chaleureux accueil, ainsi que tous les intervenants pour la disponibilité dont ils ont fait preuve en acceptant de répondre à leurs demandes d'approfondissement.